



Casse du Fret, externalisation des fonctions supports, transfert dans les filiales, augmentation des salaires : **il est temps de se mobiliser !**

Nous sommes tous Fret SNCF.

Le gouvernement et la direction de la SNCF veulent mettre en place un plan de discontinuité de Fret SNCF. Ce plan envisage :

- la suppression de 500 postes sur 5,000 cheminot-e-s.
- le transfert aux concurrents de Fret SNCF de l'ensemble du transports combiné. Soit 30% du trafic.
- le transfert des cheminot-e-s de Fret SNCF dans 2 filiales et l'ouverture du capital de Rail Logistics Europe.
- la privatisation de 40% des biens immobiliers de Fret SNCF.

C'est une attaque sans équivalent pour les cheminots du Fret. Depuis longtemps, le Fret sert de laboratoire à la direction pour abaisser les conditions de travail de tous les autres cheminot-e-s. Par conséquent nous sommes bien tous concernés par ces attaques. Par ailleurs, la casse de l'outil de travail Fret ne nous permettra plus d'atteindre les objectifs de baisse de CO2 indispensable pour répondre aux enjeux écologiques.

Nous ne voulons pas tous finir dans une filiale !

La SNCF a fait le choix de répondre aux appels d'offres de TER, IC et TN via des filiales dédiées.

À TGV SVI (Italie), la direction va créer une filiale comme elle a fait pour les Ouigo classiques. La direction ne se cache plus de vouloir basculer les agent-e-s du matériel dans une filiale. À Réseau, les régions ont maintenant la possibilité de ne plus passer par la SNCF pour les lignes de dessertes fines.

De l'aveu même de la direction, dans 10 ans, 50% des salarié-e-s de SNCF Voyageurs seront soit dans une filiale, soit dans une boîte privée. 100% des salarié-e-s de Fret SNCF seront dans une filiale.

Nous devons donc combattre cette politique de recours à des filiales. Comme nous devons nous battre pour que les collègues transféré-e-s dans des filiales et les boîtes privées conservent le bénéfice de leurs droits.

Non à l'externalisation des salarié-e-s des activités transverses !

La direction veut transférer dans un GIE 3000 cheminot-e-s des activités transverses. Le but est de les sortir de la SNCF afin, de faire baisser ses effectifs de 20% et de les désolidariser de notre réglementation SNCF.

La question des salaires est au cœur de nos revendications !

Au moment où les cheminot-e-s allemand de la DB viennent de bénéficier d'une augmentation de 410 euros par mois et d'une prime de 2800 euros en octobre, soit la plus grosse augmentation de ces dernières années, les salaires des cheminot-e-s français-e-s eux stagnent. En effet la clause de revoyure de juin 2023 n'a rien donné, si ce n'est de nous dire que nous n'avions pas à nous plaindre. Il est donc important, face à la crise de l'inflation qui dure, d'obtenir de vraies augmentations de salaire.

Le 26 SEPTEMBRE
TOUS EN GREVE

SUD-Rail, la CGT et la CFDT ont décidées de ne pas laisser faire et appellent à une journée de grève le mardi 26 septembre 2023 pour imposer d'autres choix !



APPEL UNITAIRE

Paris, le 28 juillet 2023

Le 26 septembre, agissons par la grève !

Fret, TER, GIE, Réseau, etc., une convergence d'attaques contre les cheminotes et les cheminots !

Depuis le début de l'année, les cheminotes et cheminots, dans une unité syndicale historique, ont combattu les attaques du Gouvernement contre nos retraites. Ils n'entendent pas baisser la tête au moment où la direction SNCF accélère la privatisation de l'ensemble des activités et l'éclatement du groupe.

Les fédérations CGT – SUD-Rail – CFDT ont déposé une alarme sociale au président de la SNCF.

La casse de la SNCF et la liquidation des droits des cheminots doivent cesser ! La préservation de nos emplois, de nos missions et du système ferroviaire sont nos priorités.

Face à ces attaques, une seule solution : la riposte syndicale !

Le Groupe public unifié (GPU), dans sa configuration issue de la réforme de 2018, est en passe d'exploser au regard des orientations prises par la direction sous l'impulsion du Gouvernement. C'est bien dans ce cadre que l'ensemble des cheminotes et cheminots sont directement concernés par la remise en cause de leurs droits et garanties sociales.

Au premier plan, on trouve la volonté du Gouvernement et de l'entreprise de liquider Fret SNCF avec un plan « de discontinuité ». Ce scandale, en pleine crise écologique, a été lancé à marche forcée et avec préméditation en anticipant une hypothétique décision de la Commission européenne dont l'enquête durera encore de longs mois.

La filialisation vise à disloquer le groupe et raboter les conditions sociales des cheminots. C'est le plan stratégique dans toutes les SA. Externaliser les fonctions support au sein d'un GIE, ne répondre que par des filiales dédiées aux appels d'offre TER, ou encore liquider Fret SNCF relève d'une même stratégie patronale : Le *dumping social* et l'abaissement des droits des cheminots.

Dès maintenant, mettons un coup d'arrêt à cette trajectoire !

Pour maintenir et développer le service public SNCF, construisons la riposte ! Les fédérations cheminotes CGT – SUD-Rail – CFDT appellent dès à présent à construire **une journée de grève tous services puissante le mardi 26 septembre !**

Nous serons au rendez-vous pour les arrêter !



Paris, le 01 août 2023

M. Jean-Pierre FARANDOU
Président de la SNCF
2 Place aux Étoiles
CS 70001
93633 LA PLAINE SAINT-DENIS CEDEX

Objet : Préavis de grève

Monsieur le Président,

Le 19 juillet dernier, nos fédérations vous ont adressé une demande de concertation immédiate portant l'abandon des projets de démantèlement du GPU, tels que la liquidation de FRET SNCF, la création d'un GIE pour les fonctions support et la stratégie de recours à des filiales dédiées en réponse aux appels d'offres. Cette DCI portait également l'exigence du maintien de l'unité sociale du groupe et des droits et garanties des cheminots.

À l'occasion de cette DCI, vous nous avez confirmé n'avoir envisagé aucun autre scénario que celui de la liquidation de Fret SNCF, alors même que le temps pour explorer d'autres alternatives est disponible. L'issue de la procédure européenne pour supposées aides d'État illégales s'étalera sur de longs mois et une commission d'enquête parlementaire a été constituée pour traiter du sujet. Nous avons par ailleurs constaté votre incapacité à tracer les conséquences sociales et économiques de ce choix pour les cheminots et le GPU.

À cet effet, nos Organisations Syndicales réitèrent leur demande de stopper le processus de discontinuité et de travailler au maintien et au développement de l'outil public qu'est Fret SNCF.

Dans la même veine, vous travaillez à externaliser les fonctions support au sein d'un GIE alors même que rien ne vous y contraint. Restées sans réponses sur la constitution du GIE, sur l'évolution du modèle économique d'Optim'Services et des prestations, nos fédérations sont fondées à affirmer que l'externalisation des fonctions support au sein d'un GIE répond à la volonté de l'entreprise d'atteindre les objectifs initiaux de la réforme de 2018. À travers ce projet, il s'agit de vider SNCF Holding de ses services de production et de concentrer son activité sur la captation de capital des « sociétés filles » et de la myriade de filiales que vous entendez créer.

C'est aussi le sens de la stratégie des filiales dédiées dans le cadre des réponses aux appels d'offres, qui se traduira par la multiplication de « PME du rail ». Le point commun de ces stratégies est de remettre en cause l'unité du Groupe et son cadre social dans le cadre d'un abaissement du niveau de droits et garanties des cheminots, et une stratégie de dumping social que vous semblez assumer délibérément.

C'est pourquoi les Fédérations syndicales CGT cheminots, SUD-Rail et CFDT cheminots, conformément aux dispositions de l'article L 2512-2 du code du travail, vous déposent un préavis de grève couvrant l'ensemble des agents du GPU pour la période allant du lundi 25 septembre 2023 à 19h00 au mercredi 27 septembre 2023 à 8h00.

Ce préavis est motivé par les revendications suivantes :

- Abandon du projet de discontinuité économique de Fret SNCF ;

- Abandon du projet de création d'un GIE pour les fonctions support ;
- Abandon de la stratégie des filiales dédiées en réponse aux appels d'offres ;
- Maintien de l'unité sociale du groupe et des droits et garanties des cheminots.

Dans l'attente d'être reçus, soyez assuré, Monsieur le Président, de nos salutations respectueuses.



Thierry NIER
Secrétaire Général Adjoint



Erik MEYER
Secrétaire Fédéral



Thomas CAVEL
Secrétaire Général

